

## Ceci n'est pas un anniversaire !

Ce volume du *Bulletin de méthodologie sociologique* porte le numéro 150. Quand nous avons pris la direction de la revue, il y a plus de trois années déjà, nous avons envisagé de préparer pour l'occasion un numéro anniversaire. Le comité éditorial a discuté plusieurs projets pour finalement décider de ne pas multiplier les commémorations. De fait, lors du passage de témoin avec l'équipe fondatrice du BMS, nous avons publié deux préfaces – l'une de Karl van Meter et l'autre de Marie-Ange Schiltz – évoquant l'histoire de la revue. On les trouvera dans le numéro 137-138.

Quatorze numéros plus tard, c'est un volume consacré aux questions éthiques que soulèvent l'archivage et le partage des données (essentiellement qualitatives en l'occurrence) que nous vous proposons. Que le numéro 150 soit un numéro invité ne nous déplaît pas d'ailleurs, puisque solliciter des éditrices et éditeurs et publier des numéros thématiques faisait partie de nos objectifs en 2018. C'est le troisième que nous publions, après le numéro 143 consacré aux CAQDAS (dirigé par Thibaut Rioufreyt), le 146 consacré aux enfants (dirigé par Julie Pagis et Alice Simon) – sans parler du double numéro récemment consacré aux articles (co)écrits par des auteur.es précaires (147-148). Nous profitons de cet éditorial pour susciter de nouvelles vocations d'éditeur ou d'éditrice invité.e. N'hésitez pas à nous envoyer vos propositions.

Préparé par Pablo Dias, le numéro 150 prolonge les discussions en cours au niveau international à propos du libre accès aux données rendu possible par la révolution numérique. Le principe selon lequel les données de la recherche doivent devenir FAIR (pour *Findable, Accessible, Interoperable, Reusable* – soit trouvables, accessibles, interopérables et réutilisables) s'est largement imposé à tous les niveaux du gouvernement des sciences, et tout particulièrement au niveau européen. Pourtant, il ne va pas sans soulever des questions éthiques, lesquelles apparaissent tout particulièrement quand on passe des principes de la mise à disposition et du partage à leur mise en œuvre, ainsi que l'illustrent bien les articles versés à ce dossier. Ces questions éthiques concernent au premier chef la protection des enquêté.es : les proches des familles des suicidé.es au Québec dont l'équipe de Patrick Corriveau archive les documents de justice ; les réfugié.es au Royaume-Uni, auprès desquel.les Emma Stewart et Marnie Schaffer ont enquêté et dont elles s'efforcent, conformément aux directives en provenance de leurs financeurs, de mettre les données à disposition ; ou encore les militant.es du Front national évoqué.es dans les carnet de terrain que Daniel Bizeul a voulu confier à la banque française Bequali. A chaque fois, les auteur.es soulignent comment le respect de leurs enquêté.es et de leur famille les ont amené.es à prendre des dispositions qui sont autant de limites à leur réutilisation. Ce faisant, ils/elles illustrent la formule qui accompagne dorénavant les recommandations officielles, en France en particulier, en matière de science ouverte : les données doivent être aussi ouvertes que possibles, et fermées autant que nécessaire<sup>1</sup>.

La nécessité de préserver un certain degré de fermeture des données, notamment en sciences sociales, n'est pas seulement une question éthique : c'est aussi une question de légalité. Depuis l'adoption au printemps 2018 du Règlement Général sur la Protection des Données, les chercheuses et chercheurs des pays de l'UE doivent aussi se soucier de respecter le droit des enquêté.es en matière d'information, de modification et de retrait des données qui les concernent. Aux scientifiques qui tendent souvent à considérer – pour de bonnes raisons, étant donné le travail que représente la conception et la mise en œuvre d'un dispositif de construction de données – que les matériaux qu'elles/ils rassemblent leur appartiennent, ce nouveau règlement pose sans équivoque le fait que les données sont et restent la propriété des

---

<sup>1</sup> Feuille de route du CNRS pour la science ouverte, 18 novembre 2019, p. 9.

enquêté.es, aussi longtemps qu'elles permettent de les identifier. Et qu'à ce titre celles et ceux-ci doivent savoir ce que les chercheur/euses veulent en faire, pourquoi et comment, de sorte à pouvoir les modifier ou les retirer si et quand bon leur semble. Ce RGPD change la donne. Nous avons l'an dernier publié un premier article à ce sujet (Marie Plessz, n°145), vous appelant à réagir et à proposer d'autres textes qui rendent compte de et questionnent la façon dont les unes et les autres nous nous adaptons à ce nouveau cadre juridique. Afin d'animer ce débat, Sophie Duchesne et Maylis Ferry proposent dans ce numéro une réflexion sur la façon dont le RGPD a influencé, au-delà de ce qu'elles avaient imaginé, leur recherche sur le nationalisme banal en famille. Leur article se veut à la fois pédagogique, pour ce qui est de la réglementation, et un peu provocant, pour ce qui touche à la qualification des effets de ces nouvelles dispositions sur nos pratiques de recherche, dans l'espoir de vous inciter à nous envoyer des témoignages plus critiques que ceux que nous avons publiés jusqu'ici.

Ce numéro se conclut, comme tous les ans, par la newsletter de printemps du RC33, compagnon de route du BMS. Merci une fois encore à Karl van Meter de l'avoir rédigée ! Et merci à Marie-Ange Résano de nous aider à mettre en forme les textes de ce numéro.

## **This is not an Anniversary!**

This volume of the *BMS* is n°150. When we took over as editors of the journal, over three years ago now, we had considered preparing an anniversary issue for this occasion. The editorial board discussed several projects before eventually deciding not to have too many commemorations. When the BMS's founding team had passed on the baton, we had already published two prefaces – one by Karl van Meter and the other by Marie-Ange Schiltz – discussing the journal's history. They can be found in issue n°137-138.

Fourteen issues later, we are offering our readers a volume devoted to the ethical questions posed by the archiving and sharing of data. And there is something pleasing to us about n° 150 being a guest edited issue, because calling on guest editors and publishing thematic issues were among the goals we set ourselves in 2018. This is the third that we have published, after n° 143 on CAQDAS software (edited by Thibaut Rioufreyt), n° 145 on children (edited by Julie Pagis and Alice Simon) and of course the recent double issue n° 147-148 devoted to articles (co-)authored by researchers on precarious job contracts. We would like to take the opportunity of this editorial to renew our call for more colleagues to think about becoming guest editors: please do not hesitate to send us your proposals.

This issue n°150 was prepared by Pablo Dias and it extends current international discussions about the open access to data enabled by the digital revolution. The principle according to which research data must be made FAIR (Findable, Accessible, Interoperable, and Reusable) has become widely established at all levels of research governance, especially in Europe. However, this also raises ethical questions, which emerge with all the more salience when we move from the theory to the practice of making data accessible and sharing them, as illustrated by the articles in this special issue. These ethical questions relate, first and foremost, to protecting study participants: the family and friends of people who have died by suicide in Quebec and whose legal documents are being archived by Patrick Corriveau's team; the refugees in the United Kingdom whom Emma Stewart and Marnie Schaffer are studying and whose data they are trying to make accessible, to comply with the directives of their funding body; the *Front National* activists mentioned in Daniel Bizeul's field notes, which he wanted to make available on the French databank Bequali. In each case, the authors underline how, in order to respect study participants and their families, they had to take precautions which all limited how the data could be reused. In so doing, they offer an illustration of the expression now included in official recommendations, especially in France, about open science: data must be as open as possible and as closed as necessary.<sup>2</sup>

The need to keep data closed to some extent, especially in the social sciences, is not just an ethical issue – it is also a legal one. Since the General Data Protection Regulation was adopted in spring 2019, researchers in European Union countries must respect study participants' rights to information, but also to modify or withdraw the data that concerns them. Given how much work is involved in designing and implementing a mechanism for creating data, researchers understandably tend to consider that the material they collate belongs to them. The GDPR, however, makes it unequivocally clear that this is not the case and that for so long as these data make the study participants identifiable, they are – and remain – their property. As such, the participants must therefore be informed about what researchers intend to do with the data, why, and how, so that they can change or withdraw them as they see fit. The GDPR changes things. We published an initial article on this topic last year (Marie Plessz, n° 145) asking for reactions and other texts offering accounts of, or questions about, how we are all adapting to this new legal framework. In order to stimulate

---

<sup>2</sup> Feuille de route du CNRS pour la science ouverte, 18 novembre 2019, p.9 [CNRS road map for open science, 18 November 2019, p. 9].

this debate, in this issue Sophie Duchesne and Maylis Ferry put forward some reflections on how the GDPR had a greater influence than they had imagined on their research on banal nationalism in the family context. The aims of their article are twofold: pedagogical, in terms of the regulation itself, but also provocative, in terms of describing the effects of these new measures on research practices, with the hope of inspiring further, perhaps more critical, accounts than those we have published so far.

This issue concludes, as every year, with the Spring Newsletter of the RC33, the BMS's constant travelling companion. Our thanks, once again, to Karl van Meter for having written it; and thanks too to Marie-Ange Résano for helping us to format this issue's texts.

Sophie Duchesne et Viviane Le Hay, January 2021